



Agir à la DGFIP pour les emplois, c'est le 20 mars 2014

Les suppressions d'emplois à la DGFIP ne reposent plus sur les hypothétiques gains de productivité qui leur servaient d'alibi, elles sont purement comptables et dogmatiques.

Considérée comme un véritable gisement, parce qu'elle n'a pas de missions prioritaires et parce que la fusion avait aussi pour but de réduire les effectifs d'une manière drastique, la Direction Générale des Finances Publiques accumule ainsi les suppressions d'emplois.

Entre 2002 et 2014, ce sont près de 30000 emplois qui ont ainsi été supprimés sur le périmètre de la DGFIP mettant en péril les missions du service public et accélérant la dégradation des conditions de vie au travail.

Alors que la précarité ne cesse de progresser et que l'inversion de la courbe du chômage relève de l'incantation, le gouvernement poursuit inexorablement la destruction de milliers d'emplois publics chaque année pendant que, par ailleurs, il exonère les entreprises en espérant qu'en contrepartie elles créeront des emplois.

Il faut donc agir le 20 mars :

- Pour marquer votre refus de cette politique absurde de suppression d'emplois publics.
- Pour que les emplois publics soient pourvus par des fonctionnaires titulaires.
- Pour que les besoins en emplois titulaires prennent en compte la technicité des missions actuelles et de leurs évolutions.
- Pour que les missions fassent l'objet d'un recensement des charges et des besoins en emplois suite à une étude contradictoire.
- Pour l'arrêt de la mutualisation des moyens et des missions de Bercy.
- Pour l'abandon des réformes du Statut Général de la Fonction Publique préconisées dans différents rapports, comme le rapport Desforges ou le rapport Pêcheur.
- Pour que l'État cesse de recourir aux emplois précaires permanents et assure immédiatement la résorption de ceux existants aujourd'hui par leur titularisation.

Soyez tous en grève le jeudi 20 mars 2014.